

Trois scénarios pour l'Iran de demain

Par Denis Bauchard

La contestation iranienne, feu de paille ou prélude à une guerre civile? L'ancien ambassadeur, ancien président de l'Institut du monde arabe et conseiller spécial de l'Institut français des relations internationales (Ifri), imagine plusieurs cas de figure.



Au Moyen-Orient, une fois de plus se vérifie que, par-delà les fortes certitudes affichées, seul l'imprévisible est sûr. L'Iran est un bon exemple de ces certitudes démenties. En 2005, on attendait Rafsandjani ou Qalibaf, finalement Ahmadinejad a été élu à la grande surprise des experts. En 2009, beaucoup pensaient qu'il y avait place pour une alternative compte tenu du bilan catastrophique, notamment dans le domaine économique, de la politique du président sortant. Finalement, Ahmadinejad est réélu dès le premier tour grâce à des manipulations de grande ampleur. Depuis lors, l'Iran vit au rythme des manifestations et contre-manifestations. Deux semaines après l'élection

contestée, la vague verte est maintenant en reflux. Des photos et des rumeurs circulent. Le mécontentement et la frustration sont évidents, mais la population a peur dans un Téhéran quadrillé par la police, les pasdarans et les bassidjis.

Les manifestants ont montré autant d'enthousiasme et de courage que d'inexpérience. Il est vrai qu'il n'existe pas de partis organisés en Iran et Moussavi, qui a le profil d'un apparatchik plus que celui d'un tribun charismatique, est apparu hésitant dans sa démarche, suivant ses troupes plus qu'il ne les guidait. À cette absence de leadership s'ajoute le silence des principales personnalités qui lui avaient apporté leur soutien. En réalité aucun responsable ne veut s'engager dans des actions qui pourraient déstabiliser la République islamiste.

Il est sans doute encore trop tôt pour faire un bilan, par manque de recul. Cette contestation n'est-elle qu'un feu de paille ou est-elle le prélude à une guerre civile, comme le craint Shirin Ebadi ? La tension reste forte et palpable, tout au moins à Téhéran, mais la situation semble se normaliser. Trois scénarios sont, entre autres, envisageables.

Un premier scénario serait celui de la poursuite de la politique d'Ahmadinejad développée pendant son premier mandat. À l'extérieur une rhétorique belliqueuse et

l'accélération du programme nucléaire ; à l'intérieur le tout répressif : pression accrue sur les médias réformistes, arrestations d'opposants, y compris les proches des trois candidats écartés, atteinte aux droits de l'homme et poursuite d'une politique clientéliste. Le discours du guide peut, à cet égard, constituer le cadre de travail du président qui imposerait son ordre voire sa dictature. Dans l'immédiat, c'est le scénario le plus probable.

Un autre scénario verrait la recherche d'un compromis entre les différents courants qui traversent la République

« Un scénario noir verrait le pays sombrer dans le chaos, voire la guerre civile, à la suite d'un coup d'État, d'affrontements violents au sein du régime ou de l'apparition d'une opposition armée et appuyée par l'extérieur »

islamique qui sont en affrontement croissant depuis plusieurs années. Ce compromis pourrait, en matière de politique intérieure, conduire à cesser la répression et à permettre à toutes les opinions de s'exprimer. Il supposerait également un changement de la politique économique,

actuellement désastreuse. Concernant la politique extérieure, il s'agirait sans doute plus d'une question de style – l'arrêt de la rhétorique agressive – que de fond et devrait permettre d'amorcer un dialogue avec les États-Unis et l'Europe : un large consensus existe, y compris au niveau de l'opinion publique, pour considérer que l'Iran doit se voir reconnaître un statut de puissance régionale, la « souveraineté nucléaire » n'étant qu'un des moyens d'affirmer cette puissance.

Enfin, un scénario noir verrait le pays sombrer dans le chaos, voire la guerre civile, à la suite d'un coup d'État interne au régime, d'affrontements violents en son sein ou de l'apparition d'une opposition armée et appuyée par l'extérieur. La République islamique implorerait et les événements échapperaient à tout contrôle.

La raison voudrait que, à terme, le deuxième scénario l'emporte, mais l'expérience montre qu'au Moyen-Orient, l'émotion et l'irrationnel prévalent souvent sur la raison.

À ce stade, un fossé de plus en plus grand se creuse entre la population et l'establishment au pouvoir. Le guide et Ahmadinejad, même si leur autorité est de plus en plus

contestée, disposent de la force publique dans toutes ses composantes : gardiens de la révolution, armée, bassidjis, services de renseignements. Pour l'instant aucun indice ne permet de déceler des flottements dans leur loyalisme à l'égard du guide. S'il doit y avoir révolution ce sera sans doute plus un coup d'État interne au profit d'une des factions qui composent la République extérieure, plus que d'une opposition au régime, qui faible et divisée – moudjahidines du peuple comme les partisans de Reza Pahlévi – n'a guère de chance de venir au pouvoir.

En toute hypothèse, la situation actuelle va rendre encore plus difficile le dialogue souhaité par le président Obama, ne serait-ce qu'en raison des incertitudes sur l'avenir de l'Iran.

Du côté occidental, le camp des opposants à un tel dialogue est ainsi renforcé par la réélection d'Ahmadinejad : un tel refus pourrait déboucher à terme sur de nouveaux affrontements au Moyen-Orient. Après la réaction en trompe-l'œil du premier ministre israélien, les récents événements en Iran peuvent apparaître comme un deuxième mauvais coup porté au « nouveau départ » proposé le 4 juin au Caire par le président américain.